

L'ONU mobilisée suite aux informations sur l'armement de la jeunesse au Burundi

RFI, 10-04-2014 Burundi : de possibles livraisons d'armes à la jeunesse du CNDD-FDD Les Nations unies se sont mobilisées, ces derniers jours, suite à des informations faisant état d'un armement et d'un entraînement de la jeunesse CNDD-FDD, le parti au pouvoir au Burundi. Selon ces informations, jugées crédibles par l'ONU, des armes et des uniformes auraient été distribués en janvier et en février derniers. Des inquiétudes confirmées lors du point de presse hebdomadaire du porte-parole du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

C'est le sous-secrétaire général chargé des affaires politiques, Jeffrey Feltman, qui a informé le Conseil de sécurité le 4 avril dernier, évoquant des rapports récents faisant état de l'armement et de l'entraînement de la jeunesse du parti au pouvoir, Imbonerakure. L'un de ces rapports récents, c'est un document confidentiel daté du 3 avril adressé aux départements des affaires politiques et du maintien de la paix de l'ONU, ainsi qu'aux envoyés spéciaux pour la région des Grands Lacs des Nations unies et des Etats-Unis. Un document qui avait fuit et dont RFI a pu confirmer l'authenticité. Selon ce texte, accessible en bas de cet article, des informateurs jugés crédibles ont fait état de la disparition des stocks de l'armée et de la police de quelque 500 uniformes et de distributions d'armes dans plusieurs provinces du pays. L'ONU, dans cette note, s'inquiétait également de la diffusion de messages à la radio, appelant la population à se tenir à l'écart. Des informations qui ont préoccupé le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, le 4 avril dernier a multiplié les démarches, comme l'a expliqué lors du point de presse quotidien à New York son porte-parole Stéphane Dujarric. Ban Ki-moon a notamment contacté le président burundais, Pierre Nkurunziza, mais aussi son premier vice-président. C'était en marge des commémorations du génocide rwandais, le week-end dernier. Le secrétaire général de l'ONU en a également parlé avec des chefs d'Etat de la région, le Sud-Africain Jacob Zuma et le Tanzanien Jakaya Kikwete. Et par ailleurs, Ban Ki-moon a décidé d'envoyer Adama Dieng, son conseiller spécial chargé de la prévention des génocides, pour un séjour d'une durée non déterminée à Bujumbura. Démenti des autorités burundaises Du côté des autorités du Burundi, on parle de fausses accusations. Le porte-parole adjoint du président, Pierre Nkurunziza, dément catégoriquement. Pour Willy Nyamitwé, ces informations n'ont pas été vérifiées. « C'est faux et archi faux. Le pouvoir de Bujumbura ne peut pas cautionner une distribution d'armes dans le pays parce que l'heure est au désarmement et il y a environ 100 000 armes qui ont été récupérées de la population. Et la population les ramène par sa propre volonté. On ne peut pas, en même temps, retirer les armes de la population civile et, par une autre porte, les renvoyer à la population. Cela n'est pas possible. Donc, ce document qui est en circulation, c'est un document qui s'appuie sur des faits non fondés, non vérifiés », a déclaré le porte-parole du président. « Nous demandons aux Nations unies de revisiter leurs sources, de s'appuyer sur des faits concrets sur le terrain. Nous pensons que c'est peut-être le cas d'individus qui seraient animés par des intérêts sectaires », a ajouté Willy Nyamitwé. Lire [en Anglais] le câble de New York